138e année N° 1207 mai 2007

LA TRIBUNE des ingénieurs de l'aménagement

ORGANE DU SYNDICAT NATIONAL DES INGÉNIEURS DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

sommaire

éditorial *par Pascal PAVAGEAU,* secrétaire général

Du malaise à la révolte des cadres : “taillables et corvéables, NON merci !”

Cher(e) camarade,

Les nombreuses enquêtes relatives aux cadres du privé comme du public menées en ce début 2007 se rejoignent toutes sur un constat amer : les cadres vivent de plus en plus difficilement leurs situations quotidiennes au travail, ne s'identifient plus au destin de leur employeur (entreprise ou service public), essayent d'éviter les pressions croissantes de leur environnement, et adoptent même des positions critiques voire des comportements de résistance directe.

Comme le montrent les analyses continues ces dernières années de l'Union des Cadres et Ingénieurs FO, ce malaise dans l'encadrement n'est pas nouveau, principalement dans le secteur privé où les cadres sont devenus la première variable d'ajustement en cas de restructuration et où le chantage à l'emploi entraîne des excès dignes d'un autre âge.

Mais la fonction publique n'est pas en reste : dégradation des conditions de travail, inégalités flagrantes dans la gestion, refus de prendre en compte les problèmes individuels (qui s'affirment auprès de tous, cadres ou pas, avec la même dureté et les mêmes souffrances), pressions excessives de la hiérarchie, blocage des dossiers catégoriels, individualisation de la rémunération par l'instauration d'un salaire « au mérite »,... la démotivation chez les ingénieurs de la fonction publique s'explique facilement.

Et du côté de la FPE, les attaques contre l'ingénierie publique et contre un Etat prestataire, partenaire et solidaire aggravent cette dévalorisation de l'ingénieur telle que nous la ressentons et la vivons tous déjà.

A l'Equipement, nous avons eu dans un passé récent, et cela se poursuit, à mettre en œuvre des décisions très difficiles pour nos collaborateurs, souvent à notre corps défendant, alors que nombre d'entre elles étaient largement critiquables sur le fond car conduisant à un « *Equipement sans lendemain* ». L'encadrement de ce ministère est chargé de réorganiser en permanence, parfois en dépit du bon sens et à un rythme toujours plus soutenu, de faire toujours plus avec toujours moins, de mettre en œuvre des décisions réduisant chaque jour un peu plus le champ d'intervention et les effectifs du service public.

A ce contexte, il faut ajouter l'absence totale de reconnaissance du ministère gestionnaire ! Les gains collectifs obtenus ces dernières années pour le corps (statut 2005, modifié et amélioré en avril 2007 / charte de gestion / évolution statutaire de l'ENTPE) et dont certains sont rappelés dans cette tribune, ne l'ont été qu'après une mobilisation sans précédent de la part des ITPE : il est inadmissible que l'Etat demande à ses agents de consacrer autant d'énergie pour l'obliger à respecter ses engagements !

Alors l'encadrement est aujourd'hui véritablement exaspéré. C'est ce profond ras-le-bol que traduit **la déclaration du 19 avril 2007 de la commission exécutive du SNITPECT.**

Mais le problème ne s'arrête pas à l'encadrement : si les cadres (administratifs comme techniques) sont les premiers à réagir, l'exaspération est largement présente chez tous les agents. Les conditions objectives d'une crise généralisée sont bien réunies : il est illusoire de croire que les agents de l'Equipement et, plus largement, ceux de l'Etat vont continuer longtemps à œuvrer à leur propre perte !

Frustration et abattement se transforment aujourd'hui en révolte.